

SELON LE DG DES IMPÔTS

Djezzy a payé ses dettes

L'opérateur de téléphonie mobile Orascom Télécom Algérie (OTA - Djezzy) a payé toutes ses dettes fiscales, selon le directeur général des Impôts.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - En marge, hier, d'un séminaire algéro-français sur l'amélioration des procédures de contrôle fiscal, Abderrahmane Raouya a assuré que «le redressement fiscal de Djezzy a été réalisé et le paiement effectué», voire «l'ensemble des dettes ont été payées».

En d'autres termes, Djezzy, dont la cession de 51% à l'Etat algérien est entérinée et qui avait déjà subi trois redressements dont le dernier pour 230 millions de dollars, n'a plus aucun reliquat à régler.

Cela même si, et à l'instar de toutes les autres entreprises, les voies de recours existent pour l'opérateur, relève le DG des Impôts, dans le cadre du contentieux. «C'est tout à fait normal qu'une entreprise jouisse de son droit de recours», dira-t-il.

Par ailleurs, Abderrahmane Raouya a indiqué, en matière de recouvrement de la fiscalité ordinaire, que l'année 2011 a été clôturée à 1 700 milliards de dinars, en hausse de 18% par rapport aux prévisions de la loi de finances complémentaire.

L'administration fiscale a impulsé une dynamique de facilitation et de réorganisation, à travers notamment le lancement progressif des centres des impôts et centres de proximité.

Mais aussi le développement de la déclaration et paiement on-line, d'ici quelques années, comme l'évoque Abderrahmane Raouya.

Comme la DGI entend améliorer les relations entre l'administration et les contribuables, les procédures de contrôle fiscal et de contentieux, réduire les délais notamment en matière de

vérification, développer le civisme fiscal et asseoir une démarche qualité, l'équité et la transparence, ainsi que la gestion optimisée et efficiente des risques fiscaux.

Consolidés par les dispositions de la loi de finances 2012, ces axes constituent également les fondements du projet de jumelage institutionnel, lancé voilà quelques mois, entre la DGI algérienne et la Direction générale française des finances publiques et inscrit dans le cadre du programme d'appui à la mise en œuvre de l'accord

d'association entre l'Algérie et l'Union européenne. Bénéficiant d'un financement européen de 865 000 euros et de l'accompagnement de 36 experts français ainsi que d'experts algériens, ce projet de jumelage devra être clôturé d'ici juillet 2012.

Selon le chef de projet français, Alain Vincent, ce projet de jumelage est à un stade d'«avancement assez significatif», avec le souci d'améliorer tant la relation administration fiscale – contribuables que le rendement fiscal.

En attendant d'aboutir à des pistes de travail adaptées au contexte algérien et mises en œuvre par la DGI. Concernant l'amélioration des procédures

de contrôle fiscal, l'on entend, selon le chef de projet algérien Brahim Benali, accroître la transparence et l'objectivité dans la programmation des contrôles et la sélection des contribuables à vérifier et revoir les procédures de rejet de

comptabilité et taxation d'office.

Et ce, notamment, par le biais législatif et réglementaire, de manière optimisée, souple et équilibrée, en se basant sur des outils statistiques et pédagogiques appropriés.

C. B.

DETTES FISCALES DES ENTREPRISES

Le rééchelonnement au cas par cas

Le traitement des dettes fiscales des entreprises s'effectuera «au cas par cas». Selon le DG des Impôts, Abderrahmane Raouya, ce ne sont pas toutes les entreprises qui bénéficieront d'un traitement fiscal dont le rééchelonnement mais uniquement celles qui éprouvent des difficultés de remboursement et dont la situation sera examinée au cas par cas.

C. B.

NOUREDDINE BOUTERFA L'A ANNONCÉ HIER

Le premier compteur intelligent sera produit en 2014

La Sonelgaz, selon son président-directeur général Nouredine Bouterfa, avancera dans la conception puis la mise en service d'un compteur intelligent suite à la concrétisation d'une série de conventions avec des universités. Le prototype sera finalisé en 2013 et la production du compteur débutera en 2014, a annoncé le responsable.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Une convention-cadre a été signée à cet effet hier entre le Centre de recherche et de développement de l'électricité et du gaz (Credeg) de la Sonelgaz et l'université Hassiba-Ben-Bouali de Chlef.

Pour Nouredine Bouterfa, la concrétisation de ce projet permettra une interaction entre le

monde de l'industrie et celui de la recherche. Ce type de convention vise la mise en place d'un réseau de compétence nationale qui répond aux besoins du groupe, selon le responsable. Il précisera aussi que l'objectif est d'améliorer le niveau de performance des entreprises et de tirer profit du savoir-faire des universités algériennes.

Nouredine Bouterfa annoncera, par ailleurs, que l'objectif du groupe est de consacrer 0,5 % du chiffre d'affaires à la recherche développement, soit une enveloppe d'un milliard de dinars. Sur le territoire national, c'est l'ensemble des laboratoires et des universités qui sont impliqués à l'issue d'un partenariat avec la Direction générale de la recherche scientifique et développement technologique (DGRSDT), annonce Nouredine Bouterfa. Il précisera, par ailleurs, qu'une convention-cadre sera

également signée prochainement avec la DGRSDT.

Pour ce qui est de la convention signée hier, le premier responsable de la Sonelgaz dira qu'elle permettra d'apprécier les besoins en matière d'études liées aux métiers des filiales de Sonelgaz.

Elle devrait aussi induire la mise en place de conventions spécifiques. «La première convention particulière concernera la conception d'un compteur gaz intelligent et elle viendra en complément au système de comptage électrique qui est en cours de réalisation», explique Nouredine Bouterfa.

Concernant ce projet, les compteurs électriques seront conçus par l'université de Boumerdès et les compteurs gaz seront créés par l'université de Chlef. Selon le responsable, «la Sonelgaz à travers cet acte aura construit le Smart Meter, un

compteur intelligent qui, outre sa fonction principale de comptage, fera passer le client usager à celui de client acteur faisant partie du système de communication et ce surtout avec l'introduction des énergies renouvelables». Le compteur d'énergie devrait faire partie intégrante du réseau intelligent ou le Smart Grid mis en place par la Sonelgaz.

Concernant la phase fabrication des compteurs, ce sera l'industrie algérienne qui sera chargée de la réalisation des millions de compteurs, a souligné Nouredine Bouterfa.

Le consommateur, selon les spécialistes, pourra contrôler sa consommation et par la suite récupérer notamment sa facture à travers le réseau internet, selon le président-directeur général du groupe Sonelgaz.

F.-Z. B.

FOIRE INTERNATIONALE DES PRODUITS AGROALIMENTAIRES DE DALLAS (ÉTATS-UNIS)

La Tunisie et le Maroc en force, l'Algérie à petits pas

La Tunisie et le Maroc ont déjà monté leurs pavillons et participeront en force à la foire internationale pour la commercialisation des produits agroalimentaires de Dallas, aux Etats-Unis. Le ministère du Commerce algérien, qui a arrêté, en juin 2011, son programme officiel de participation aux foires internationales pour l'année 2012, n'accompagnera que partiellement les opérateurs économiques algériens.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Les opérateurs économiques invités, hier, à participer à une journée d'information et de sensibilisation sur la foire pour la commercialisation des produits alimentaires de Dallas, aux Etats-Unis d'Amérique, prévue entre le 30 avril et le 3 mai prochains, ont eu droit à une nouvelle pour le moins inattendue.

En effet, après la présentation de ce rendez-vous économique international par le P-dg de l'Agence algérienne de promotion des exportations (Algex), et le prési-

dent du Conseil d'affaires algéro-américain, une représentante du ministère du Commerce a pris à son tour la parole pour annoncer que le programme des foires internationales auxquelles l'Algérie participera durant l'année 2012 a été arrêté en... juin 2011 ! Ce qui veut dire que la foire internationale pour la commercialisation des produits agroalimentaires de Dallas n'est pas inscrite dans l'agenda officiel de l'Algérie pour l'année 2012 et que surtout les opérateurs algériens qui devront y participer ne seront que partiellement accompagnés par les pouvoirs publics.

Le Fonds spécial de promotion des exportations (FSPE) assure ordinairement 80% des frais de transport des échantillons et la location des stands lors des foires internationales. Mais pour ce rendez-vous qui n'est pas inscrit dans le programme du ministère du Commerce pour l'année 2012, seulement 50% des frais seront pris en charge par le FSPE. Chose que les opérateurs économiques adhérents à Algex regrettent infiniment.

«Il s'agit d'un important rendez-vous économique hautement bénéfique pour

nous, car le marché américain est très demandeur de certains produits typiquement nord-africains. Mais le ministère du Commerce semble ne pas être conscient des véritables enjeux économiques, car il préfère s'inscrire dans des foires sans le moindre intérêt pour l'économie nationale, à l'exemple de la foire de Dakar, du Soudan ou de la Tunisie... Même si certaines clauses de facilitation des échanges commerciaux nous lient avec ces pays, il faut savoir que nos produits ne pénètrent jamais leurs marchés, car ils n'accepteront jamais que nous noierons leur production locale», dira un opérateur interrogé hier sur les lieux.

Selon le président du Conseil d'affaires algéro-américain, Ismael Chikhoun, de toutes les foires du continent américain, celle de Dallas, qui aura lieu entre le 30 avril et le 3 mai 2012, est la plus importante. En plus de la présence des plus grands opérateurs du monde, activant dans le domaine de l'agroalimentaire, des produits paramédicaux, des nouvelles technologies, des accessoires maison et de jardinage, 75% des visiteurs viennent annuellement

découvrir les nouveaux produits et 66% d'entre eux sont acheteurs.

«Les Américains sont de nature curieux et très attirés par la nouveauté et les produits qu'ils ne consomment pas de coutume. La tomate concentrée, le couscous, la harissa, la semoule, les olives, l'huile d'olive, les dattes et les figues sont très demandés aux États-Unis. Ce sont là des produits que les opérateurs algériens peuvent facilement fournir aux États-Unis. A Washington DC, par exemple, des produits sénégalais sont largement disponibles et très prisés par les citoyens, pourquoi pas les produits algériens ? Des distributeurs américains me contactent souvent pour demander de la datté algérienne, mais malheureusement, les Tunisiens profitent de notre absence sur le marché américain pour se positionner en maître du jeu. La Tunisie et le Maroc ont déjà monté leurs pavillons, et participeront en force à cet événement. Les Tunisiens ont déjà réussi à avoir l'approbation de 28 participants. Espérons que l'Algérie aura également son pavillon», a-t-il conclu.

M. M.